



## La révolution bolivarienne et les «pacifistes» belliqueux

Par [Arnold August](#)

Mondialisation.ca, 29 mai 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

*« Oh, je suis contre l'intervention militaire! », Lance un récit « pacifiste » entendu dans le nord, qui sert de prétexte à une déclaration sur le Venezuela. Ce prélude console l'âme, libère la conscience libérale et s'efforce de conserver les références souhaitées - mais de plus en plus évasives - «progressives» académiques, journalistiques et politiques.*

Cependant, le «pacifisme» dont il est question ici n'a rien à voir avec le récent geste de la Norvège en faveur d'une solution pacifique. Le gouvernement du président Nicolás Maduro est bien entendu pleinement associé à cette dernière tentative de négociations. En fait, le gouvernement vénézuélien a proposé cela tout au long de la crise.

Par exemple, le 1er mai, le secrétaire d'État Mike Pompeo , l'un des principaux architectes de ce récit «pacifiste», aux côtés de John Bolton et du président Trump , a déclaré:

«Une action militaire est possible. Si c'est ce qui est nécessaire, c'est ce que les États-Unis vont faire... Nous essayons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter la violence... Nous préférons une transition pacifique du gouvernement... ».

Il n'y a qu'une seule raison pour laquelle les États-Unis n'ont jusqu'à présent pas été en mesure de retirer l'option militaire de la table et de la mettre en pratique. Ce n'est pas parce qu'elle craint l'invasion militaire d'autres pays, mais parce qu'elle a lamentablement échoué dans sa tentative trop ambitieuse de briser l'alliance civilo-militaire, condition préalable explicite de l'option militaire, du moins pour le moment. .

Cependant, en ce qui concerne Washington, l'option de la guerre économique n'a pas seulement été toujours *sur la table* , mais elle a été appliquée avec férocité. Après l'élection de 2013 du président Nicolás Maduro à la suite du décès de Hugo Chávez , les États-Unis ont soutenu les manifestations trop souvent violentes de l'opposition contre l'élection légale, donnant ainsi un prétexte à la législation du président Obama en 2014 visant à sanctionner des individus en République bolivarienne. comme un levier de punition économique dans le but de créer des obstacles pour les responsables politiques chavistes et une partie de l'État.

En mars 2015, Obama a étendu cette politique en déclarant que le Venezuela était «une menace pour la sécurité nationale des États-Unis», ouvrant ainsi la porte à de nouvelles sanctions individuelles. Trump a étendu cela davantage aux sanctions économiques

collectives et à une guerre économique à part entière. Comme l' a écrit le célèbre écrivain et universitaire international Vijay Prashad , influent à la gauche des États-Unis,

«Obama a forgé la lance; Trump l'a jeté au cœur du Venezuela. »(1)

La guerre économique menée par Trump contre le Venezuela frappe particulièrement l'industrie pétrolière clé. Selon une étude publiée en avril 2019 aux États-Unis par les économistes américains renommés Mark Weisbrot et Jeffrey Sachs Ces sanctions et d'autres sanctions économiques «ont réduit l'apport calorique du public, augmenté le taux de morbidité et de mortalité (chez les adultes et les nourrissons), ainsi que le déplacement de millions de Vénézuéliens qui ont fui le pays en raison de la crise économique et de l'hyperinflation. Ils ont exacerbé la crise économique au Venezuela et ont rendu presque impossible la stabilisation de l'économie, contribuant ainsi à un excès de décès. Tous ces impacts ont touché de manière disproportionnée les Vénézuéliens les plus pauvres et les plus vulnérables.... Nous constatons que les sanctions ont infligé et causent de plus en plus de dommages très graves à la vie et à la santé humaines, y compris environ plus de 40 000 décès entre 2017 et 2018; et que ces sanctions correspondraient à la définition de la peine collective infligée à la population civile, telle qu'elle est décrite dans les conventions internationales de Genève et de La Haye,

[Malhonnêteté, omissions et mensonges dans les reportages sur la crise économique au Venezuela](#)

Le gouvernement vénézuélien affirme que la guerre comprend également pas moins de trois sabotages du réseau électrique en mars 2019 (du 7 au 14 mars, les 29 et 30 mars). Trois tentatives de coup d'Etat, les 23 janvier, 23 février et 30 avril, ont été accompagnées par une opposition multiple et généralisée dans les rues de Chavismo pour défendre la révolution. Cependant, on peut imaginer comment cette mobilisation de masse affecte l'économie déjà dégradée et le déroulement «normal» de ce qui est devenu une vie très difficile.

De plus, la guerre médiatique menée par les États-Unis contre Maduro et Chavismo est l'une des plus féroces contre tout dirigeant révolutionnaire de l'histoire récente.

Le 16 mai, après une impasse physique d'un mois, l'administration Trump ordonna une invasion de l'ambassade du Venezuela à Washington par la police, arrêtant quatre membres du collectif de protection de l'ambassade qui étaient présents à l'invitation du gouvernement du Venezuela. Les «pacifistes» ont continué leur silence sur la guerre dans la ville même où beaucoup vivent et travaillent.

Que reste-t-il alors de ce récit «pacifiste» opposé à une éventuelle intervention militaire et à une «transition pacifique» tout en restant silencieux sur la guerre aux multiples facettes actuelle?

Les «pacifistes» fournissent une apologétique complice de la rhétorique de Washington sur la «transition pacifique» en encadrant l'opposition à la politique américaine vis-à-vis du Venezuela uniquement pour éviter une intervention militaire sans pour autant dénoncer les tentatives de coup d'État et la guerre économique soutenues par les États-Unis. Cette politique semble être conçue pour provoquer une implosion sociale au Venezuela afin que les États-Unis puissent mettre en place un gouvernement client sans jamais avoir mis une

botte militaire sur le terrain. Est-ce la nouvelle guerre? Si tel est le cas, ce type de guerre n'est pas si nouveau. N'est-ce pas là l'objectif des États-Unis en 1960 en tant que ligne directrice du blocus contre Cuba, c'est-à-dire de créer un «désenchantement et une désaffection fondés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques», comme indiqué par le Département d'État en 1960 (2), afin que les gens se révoltent contre le gouvernement? Et n'est-ce pas là le scénario qui s'est déroulé pour renverser le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende en 1973? Ce nouveau changement de régime dans les vieilles bouteilles de vin est tout aussi meurtrier qu'hier. Les États-Unis n'apprennent pas de l'histoire.

Arnold August

Pour une version antérieure de cet article en espagnol, voir [«La révolution bolivarienne et le belisme des pacifistes»](#) dans Telesur, 20 mai 2019, Arnold August Blog.

\*

Note aux lecteurs: veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Transférez cet article à vos listes de diffusion. Crosspost sur votre site de blog, forums internet. etc.

Article original en anglais :



[The Bolivarian Revolution and the Warmongering "Pacifists"](#), publié le 26 mai 2019.

COHA, <http://www.coha.org/the-bolivarian-revolution-and-the-warmongering-pacifists/>

Version française : [baumannjoelnachshon.wordpress.com](http://baumannjoelnachshon.wordpress.com)

## Notes

(1) «Le complot pour tuer le Venezuela», de Vijay Prashad, sur Salon.com. Source: [https://www.salon.com/2019/05/17/the-plot-to-kill-venezuela\\_partner/](https://www.salon.com/2019/05/17/the-plot-to-kill-venezuela_partner/)

2) Les sanctions économiques en tant que punition collective: le cas du Venezuela par Mark Weisbrot et Jeffrey Sachs. Avril 2019. Source: <http://cepr.net/images/stories/reports/venezuela-sanctions-2019-04.pdf>

(3) Mémoire du sous-secrétaire d'État aux Affaires interaméricaines (Mallory) à la sous-secrétaire d'État aux Affaires interaméricaines (Rubottom). Washington DC, 6 avril 1960. Source: <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1958-60v06/d499>

Arnold August est un journaliste et conférencier canadien, auteur de [Démocratie à Cuba et des élections de 1997 à 1998](#) , [Cuba et ses voisins: Démocratie en mouvement](#) et [relations Cuba-États-Unis: Obama et au-delà](#) . Il collabore avec de nombreux sites Web et émissions de télévision et de radio basés en Amérique latine, à Cuba, en Europe, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, y compris [Global Research](#) . [Twitter](#) [Facebook](#), son site Web trilingue: [www.arnoldaugust.com](http://www.arnoldaugust.com).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Arnold August](#), Mondialisation.ca, 2019

---

Articles Par : [Arnold August](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)